

Vevey empêtré dans une crise politique

Mercredi 20 décembre 2017

[Sophie Dupont](#) [1]

La municipalité a fait appel à l'Etat de Vaud pour résoudre ses difficultés de fonctionnement.

Les options de publication

Non

Journaliste:

Sophie Dupont

Gangrenée par des conflits depuis plusieurs mois, la Municipalité de Vevey a appelé le canton à la rescousse. L'exécutif craint que «le non-respect des règles régissant le fonctionnement d'un collège exécutif et des tensions internes importantes ne provoquent des dysfonctionnements préjudiciables à cet organe, ainsi qu'à l'administration communale», écrit la municipalité dans un communiqué.

Une médiation sera menée par la préfète du district de Lausanne, Clarisse Schumacher Petoud. «Il y a sans doute une certaine tension depuis le début de la législature entre les deux élus de Vevey libre (Jérôme Christen et Michel Agnant, ndlr), difficiles à gérer, et le reste de la municipalité (PS-Verts-PLR) qui a une volonté de trouver un chemin collectif», relève le président du PLR Philippe Herminjard. Si les trois derniers municipaux communiquent aujourd'hui, un mois après avoir saisi le canton, c'est qu'ils «n'en peuvent plus», renchérit Francis Baud, président de Vevey libre.

Jérôme Christen et Michel Agnant se retrouvent isolés. Leur propre groupe politique ne les soutient plus: «Vevey libre n'est plus en phase avec leur manière de faire. Ils nous ont demandé de refuser le budget. Nous n'étions pas d'accord, et celui-ci a finalement été accepté grâce au vote de notre groupe», souligne Francis Baud.

A la municipalité, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase est la rupture de collégialité au début novembre. Une majorité de l'exécutif décidait de confier la gestion de ses biens immobiliers en location à la Société coopérative d'habitation Lausanne, contre l'avis du ministre du logement, Michel Agnant. Vevey libre soutenait encore ses ministres. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Hier soir, ni Jérôme Christen, ni Michel Agnant ne nous ont retourné nos appels. La syndique verte, Elina Leimgruber, qui ne commente pas le fond de l'affaire, déclare quant à elle: «Nous avons souhaité cette aide extérieure pour pouvoir continuer à travailler de manière sereine, vu qu'il reste quelques années avant la fin de la législature.»

Le Courrier

[Vaud](#) [2][Médiation](#)[Sophie Dupont](#) [3]

Vous devez être [loggé](#) [4] pour poster des commentaires